

Clés pour ...



LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL DES ENFANTS



SPF EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE



Clés pour ...

la réglementation du travail des enfants

Décembre 2003

Direction générale Contrôle des lois sociales
Direction générale Relations individuelles du travail

Cette brochure peut être obtenue gratuitement:

- ✓ Par téléphone au 02 233 42 14
- ✓ Par commande directe sur le site du SPF: <http://www.meta.fgov.be>

✓ Par écrit auprès de la:
Cellule Publications du
Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale
rue Belliard 51
1040 BRUXELLES
Fax: 02 233 42 36
E-mail: publi@meta.fgov.be

Deze brochure is ook verkrijgbaar in het Nederlands.

La reproduction totale ou partielle des textes de cette brochure est autorisée moyennant la citation de la source.

AVERTISSEMENT

En raison des fréquentes modifications qui interviennent dans la réglementation, les brochures de la série “Clés pour ...” font l’objet de mises à jour régulières, quasi annuelles. Au cas où vous souhaiteriez bénéficier d’un droit ou d’un avantage décrit dans cette brochure, vous devriez, par prudence, demander si cette brochure est bien la dernière édition disponible. Vous pouvez obtenir cette information en vous adressant à la Cellule Publications du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

Par ailleurs, cette brochure de vulgarisation expose des réglementations parfois fort complexes. Dès lors, il se pourrait que certains cas spécifiques n’y soient pas traités. Aussi, en cas de doute ainsi que pour obtenir des explications complémentaires sur les matières exposées dans cette brochure, il faut s’adresser aux services et institutions renseignés dans la dernière partie de la brochure. C’est pour cette raison également que l’attention du lecteur doit être attirée sur le fait qu’aucun droit ne peut être exigé sur base de cette brochure: pour ce faire, il faut se référer aux textes légaux et réglementaires.

H/F

Les termes “enfant”, “employeur” et “tuteur” utilisés dans cette brochure désignent les personnes des deux sexes.

Avant-propos

La loi est simple et formelle: le travail des enfants est interdit. En effet, l'enfance est le temps privilégié de l'éveil, de l'éducation et du jeu. Voilà pourquoi il y a maintenant plus d'un siècle que le législateur belge a réglementé le travail des enfants, l'interdisant aux moins de 12 ans dès 1889 et à tous les enfants en âge d'obligation scolaire ensuite.

On a pourtant dû constater ces dernières années que même dans notre pays, des enfants pouvaient être plongés très tôt dans des activités culturelles, artistiques ou publicitaires qui mobilisaient parfois plus que leur simple temps de loisirs. Et que ces activités n'étaient pas sans avantages financiers, immédiats ou à plus long terme, pour les parents ou les enfants. Par ailleurs, en 1989, l'Assemblée générale des Nations-Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant dans laquelle on a inscrit des dispositions protectrices sur le travail des enfants car ce dernier demeure d'une pénible actualité dans de nombreux pays en développement.

La réglementation du travail des enfants a donc été revue. Afin de mieux coller aux réalités sociales, il a été prévu, à côté du principe général d'interdiction, un régime de dérogations pour un nombre réduit d'activités. Ce régime est assorti de modalités très strictes afin de protéger les enfants.

Cette brochure a dès lors pour but de présenter les dérogations possibles à l'interdiction du travail des enfants et leurs modalités d'octroi. Elle n'a donc pas pour objet d'encourager la mise au travail des enfants car l'enfance ne doit plus jamais être le temps du travail.

Table des matières

1.	INTERDICTION DU TRAVAIL DES ENFANTS	5
1.1	PRINCIPE GÉNÉRAL	5
1.2	ENFANTS CONCERNÉS.....	5
2.	ACTIVITÉS AUTORISÉES	6
2.1	ACTIVITÉS RENTRANT DANS LE CADRE DE L'ÉDUCATION OU DE LA FORMATION	6
2.2	ACTIVITÉS POUR LESQUELLES UNE DÉROGATION INDIVIDUELLE EST NÉCESSAIRE	6
3.	CONDITIONS DE TRAVAIL	7
3.1	DURÉE MAXIMALE DES ACTIVITÉS	7
3.2	TEMPS DE REPOS.....	7
3.3	FRÉQUENCE DES ACTIVITÉS	7
3.4	RÉPARTITION SUR LE NOMBRE DE JOURS DE LA SEMAINE	8
4.	MODALITÉS D'OBTENTION D'UNE DÉROGATION INDIVIDUELLE	9
4.1	QUALITÉ DU DEMANDEUR	9
4.2	OBLIGATIONS PRÉALABLES	9
4.3	MODALITÉS D'INTRODUCTION DE LA DEMANDE	9
4.4	OCTROI DE LA DÉROGATION INDIVIDUELLE	9
5.	RÉMUNÉRATION DES ENFANTS	11
6.	SANCTIONS	12
7.	CONSEIL CONSULTATIF RELATIF AU TRAVAIL DES ENFANTS	13
8.	ADRESSES UTILES	14
8.1	CONCERNANT LA RÉGLEMENTATION	14
8.2	CONCERNANT LA DEMANDE DE DÉROGATION.....	15
9.	FORMULAIRE DE DEMANDE DE DÉROGATION	16

1. Interdiction du travail des enfants

1.1 Principe général

La loi réglemente strictement le travail des enfants. Le point de départ de la loi est le principe d'une interdiction générale de faire ou de laisser travailler des enfants.

Cela signifie que toute activité physique ou intellectuelle s'intégrant dans le circuit de production est interdite.

Il existe des exceptions à cette interdiction générale de principe. Il s'agit exclusivement:

- Des activités qui rentrent dans le cadre de l'éducation ou de la formation des enfants;
- Exceptionnellement des activités pour lesquelles une dérogation individuelle a été obtenue.

1.2 Enfants concernés

La loi protège les enfants, c'est-à-dire les mineurs de moins de 15 ans ou qui sont encore soumis à l'obligation scolaire à temps plein.

L'obligation scolaire à temps plein subsiste jusqu'à ce que l'âge de 15 ans soit atteint et comporte au plus sept années d'enseignement primaire et au moins les deux premières années de l'enseignement secondaire de plein exercice. En aucun cas, l'obligation scolaire à temps plein ne se prolonge au-delà de 16 ans.

Les mineurs de 15 ans et plus qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire à temps plein ne sont pas visés par l'interdiction du travail des enfants.

2. Activités autorisées

Les dérogations à l'interdiction générale du travail des enfants sont possibles pour des activités qui rentrent dans le cadre de l'éducation et de la formation des enfants et, exceptionnellement, pour des activités bien déterminées pour lesquelles une dérogation individuelle est accordée.

Il est en tout cas interdit de faire ou laisser exercer par des enfants une activité qui peut avoir une influence désavantageuse sur le développement pédagogique, intellectuel ou social de l'enfant et qui mette en danger son intégrité physique, psychique ou morale ou qui est préjudiciable à tout aspect de son bien-être.

2.1 Activités rentrant dans le cadre de l'éducation ou de la formation

L'interdiction de faire ou de laisser travailler des enfants ne s'applique qu'aux activités qui sortent du cadre de leur éducation ou de leur formation.

Ne sont donc pas interdites les occupations exercées par l'enfant dans le ménage dont il fait partie, à l'école, dans une organisation de jeunesse ou tout autre groupement ou établissement qui s'occupe de l'éducation et de la formation des enfants, même si ces activités ont un caractère productif ou si elles sont intégrées dans le circuit de production.

Ni la représentation publique donnée par une école ou par une organisation de jeunesse, ni la participation d'une classe à un programme de jeux télévisés ne tombent donc sous le coup de l'interdiction. Pour toutes ces activités, aucune autorisation préalable ne doit être demandée.

2.2 Activités pour lesquelles une dérogation individuelle est nécessaire

Certaines activités peuvent être exercées par les enfants lorsqu'une dérogation est accordée au préalable. Cette dérogation est accordée par le directeur général de la Direction générale Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale pour autant que certaines conditions soient respectées.

Les activités pour lesquelles une dérogation individuelle peut être accordée sont énumérées dans la loi. Il s'agit de:

- La participation d'enfants comme acteur, figurant, chanteur, musicien ou danseur à des manifestations à caractère culturel, scientifique, éducatif ou artistique, comme entre autres:
 - Théâtre, opéra, ballet ou cirque;
 - Concours de danse, de musique ou de chant ou tout autre concours ou activité de scène (par exemple, spectacles en playback et soundmixshows);
- La participation d'enfants comme acteur, figurant, chanteur, musicien ou modèle à des prises de vue ou des enregistrements ou pour des émissions en direct pour la radio ou la télévision, à des fins publicitaires ou non;
- La participation d'enfants comme figurant ou modèle à des séances de photos, à des fins publicitaires ou non;
- La participation d'enfants comme modèle ou figurant à des défilés de mode et présentations de collections de vêtements.

Il n'est pas possible de demander une dérogation individuelle pour une activité qui n'est pas énumérée dans la loi.

Les dérogations individuelles sont accordées uniquement pour une période déterminée et pour une activité déterminée. Cette activité peut s'effectuer en plusieurs séances: par exemple, des représentations de la même pièce de théâtre à différentes dates.

3. Conditions de travail

Une série de conditions de travail spéciales doivent être respectées lors de l'occupation d'enfants pour laquelle une dérogation est nécessaire. Ces conditions de travail peuvent, en outre, être complétées ou précisées par le directeur général de la Direction générale Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale. Elles visent entre autres la durée de ces activités, leur fréquence et les temps de repos.

Attention!

Toute présence de l'enfant à l'endroit où l'activité doit être exécutée est prise en compte.

3.1 Durée maximale des activités

Pour les enfants jusqu'à six ans inclus, la durée maximale des activités ne peut dépasser quatre heures par jour. Ces activités doivent en outre être exercées entre 8 et 19h.

Pour les enfants de sept à onze ans inclus, la durée maximale des activités ne peut dépasser six heures par jour. Ces activités doivent en outre être exercées entre 8 et 22h.

Pour les enfants de douze à quinze ans ou qui sont encore soumis à l'obligation scolaire à temps plein, la durée maximale des activités ne peut dépasser huit heures par jour. Ces activités doivent en outre être exercées entre 8 et 23h.

3.2 Temps de repos

Pour les enfants jusqu'à six ans inclus, une période ininterrompue de repos d'une demi-heure doit être accordée lorsque les activités ont atteint une durée de deux heures. Par exemple, une pause de 30 minutes doit être accordée à l'enfant de cinq ans qui "travaille" de 14h à 16h de manière ininterrompue.

Pour les enfants de sept à onze ans inclus, une période ininterrompue de repos d'une demi-heure doit être accordée lorsque les activités ont atteint une durée de trois heures.

Pour les enfants de douze à quinze ans ou qui sont encore soumis à l'obligation scolaire à temps plein, une période ininterrompue de repos d'une demi-heure doit être accordée lorsque les activités ont atteint une durée de quatre heures. Quand les activités ont une durée supérieure à six heures, une période de repos complémentaire d'une demi-heure doit être accordée.

Attention!

L'intervalle entre la cessation et la reprise de l'activité doit être de 14 heures consécutives au moins. Ainsi, par exemple, si les prises de vues pour un film se terminent à 22h, la reprise de l'activité par l'enfant peut se faire, au plus tôt, à 12h le jour suivant.

3.3 Fréquence des activités

Jusqu'à six ans inclus, un enfant ne peut effectuer plus de six activités au cours de ses six premières années.

Les enfants de sept à onze ans inclus ne peuvent effectuer plus de douze activités par an.

Les enfants de douze à quinze ans ou qui sont encore soumis à l'obligation scolaire à temps plein ne peuvent effectuer plus de 24 activités par an.

Il existe une réglementation particulière pour les enfants qui prêtent leur collaboration comme:

- Acteur, figurant, chanteur, musicien ou danseur à des représentations à caractère culturel, scientifique, éducatif ou artistique dans un théâtre, un opéra, une opérette, un ballet ou un cirque;

- Acteur, figurant, chanteur, musicien ou modèle à des prises de vues ou des enregistrements ou pour des émissions en direct pour la radio ou la télévision, pour autant que ceux-ci ne soient pas réalisés à des fins publicitaires.

Dans ces deux cas, le directeur général de la Direction générale Contrôle des lois sociales peut accorder un nombre plus élevé d'activités. Pour les enfants de sept à onze ans inclus, il pourra être accordé jusqu'à un maximum de 24 activités par an tandis que pour les enfants de douze à quinze ans ou qui sont encore soumis à l'obligation scolaire à temps plein, il pourra être accordé jusqu'à un maximum de 36 activités par an.

3.4 Répartition sur le nombre de jours de la semaine

En aucun cas, les activités ne peuvent être exercées plus de cinq jours consécutifs. Il y a lieu de toujours prévoir, dans la semaine, une interruption de l'activité durant 48 heures consécutives.

4. Modalités d'obtention d'une dérogation individuelle

4.1 Qualité du demandeur

La demande doit émaner de la personne responsable de l'organisation de l'activité à laquelle va prendre part l'enfant.

Le demandeur doit être une personne physique, domiciliée en Belgique.

4.2 Obligations préalables

Le demandeur doit s'engager:

- A veiller à ce que l'activité pour laquelle la dérogation est demandée, n'ait pas d'influence désavantageuse sur le développement de l'enfant sur le plan pédagogique, intellectuel et social, ne mette pas en danger son intégrité physique ou morale et ne soit pas préjudiciable à tout aspect de son bien-être;
- A respecter les conditions réglementaires générales et spécifiques supplémentaires que le directeur général de la Direction générale Contrôle des lois sociales prescrit dans son autorisation de dérogation.

Le père, la mère ou le tuteur doivent préalablement donner leur autorisation écrite pour l'exécution d'une activité déterminée par l'enfant. Cette autorisation est donnée par activité déterminée et ne peut donc couvrir plusieurs activités à la fois. Ainsi, par exemple, il ne pourra y avoir d'autorisation pour un nombre X de défilés de mode mais il faudra donner une autorisation pour chaque défilé.

4.3 Modalités d'introduction de la demande

La demande doit être introduite au plus tard un mois avant la date de la première activité, par écrit au moyen du formulaire ad hoc délivré par le Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale. Ce formulaire, reproduit en fin de brochure, sert à communiquer:

- Des renseignements sur la personne responsable de l'organisation de l'activité;
- Des renseignements sur l'activité elle-même;
- Des renseignements sur chaque enfant à occuper;
- L'autorisation écrite du père, de la mère ou du tuteur de l'enfant;
- L'avis du directeur de l'école dans laquelle l'enfant est inscrit, dans le cas où l'absence scolaire est indispensable pour pouvoir exercer l'activité en question; cet avis doit notamment porter sur les conséquences éventuelles de l'activité sur les prestations scolaires de l'enfant.

Concrètement, le formulaire doit parvenir au Contrôle des lois sociales:

- Par remise de la main à la main, contre accusé de réception à l'adresse suivante:
Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale
Contrôle des lois sociales - Division centrale
rue Belliard 51 - 1040 Bruxelles
Les francophones seront reçus dans le bureau B 689
et les néerlandophones dans le bureau A 648.
- Par lettre recommandée à la poste adressée à:
Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale
Contrôle des lois sociales - Division centrale
rue Belliard 51 - 1040 Bruxelles.
- Par fax au 02 233 48 27 (si la demande est adressée en langue française) ou au 02 233 48 29 (si la demande est adressée en langue néerlandaise).

4.4 Octroi de la dérogation individuelle

La compétence d'accorder des dérogations individuelles écrites appartient au directeur général de la Direction générale Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

Le directeur général détermine, dans la dérogation individuelle écrite, les conditions supplémentaires éventuelles qu'il juge utiles.

Ces conditions supplémentaires peuvent porter entre autres sur:

- L'ensemble des conditions telles que l'heure de début et de fin, la durée et la fréquence des activités pour lesquelles une dérogation individuelle peut être accordée (y compris les préparations et les temps d'attente et de repos) ainsi que les temps de déplacement;
- L'accompagnement et l'accueil de l'enfant pendant ces activités, y compris les préparations et les temps d'attente et de repos ainsi que pendant les temps de déplacement;
- L'obligation de soumettre l'enfant à un examen d'experts, ou de prévoir un accompagnement par un expert, notamment quand la possibilité de donner naissance à ce que l'on appelle un enfant-vedette est réel;
- La conclusion des assurances nécessaires;
- Les mesures que le demandeur doit prendre en cas d'activité entraînant une absence scolaire, pour en éviter l'impact négatif, notamment en prenant à sa charge l'organisation de cours de rattrapage scolaire.

Attention:

L'introduction de la demande n'est pas suffisante pour pouvoir occuper l'enfant. Il est interdit de faire ou de laisser exercer une activité par l'enfant aussi longtemps que le demandeur n'est pas en possession de la dérogation écrite du directeur général.

Cette dérogation écrite doit toujours pouvoir être produite par le demandeur (ou par la personne qu'il a désignée à cet effet) à l'endroit où se passe l'activité, notamment en cas de contrôle par un inspecteur du travail.

L'octroi ou le refus de la dérogation est notifié au demandeur, soit par remise de la main à la main avec accusé de réception, soit par lettre recommandée à la poste, soit par fax.

L'absence scolaire occasionnée par une activité peut constituer un motif suffisant de refus d'autorisation dans les cas où l'activité revêt un caractère purement économique ou commercial.

5. Rémunération des enfants

Lorsque l'enfant reçoit de l'argent ou des avantages évaluable en argent pour sa prestation, des règles spéciales de protection s'appliquent. Ces règles sont également d'application lorsque l'argent ou les avantages évaluable en argent sont octroyés au père, à la mère ou au tuteur de l'enfant.

Le paiement en espèces doit être effectué par la personne qui a introduit la demande individuelle de dérogation à l'interdiction du travail des enfants; il s'agit de la personne responsable de l'organisation d'une activité à laquelle l'enfant participe. Celle-ci doit virer la rémunération en espèces sur un compte d'épargne individualisé, ouvert au nom de l'enfant auprès d'une institution financière (un "compte bloqué"). Les intérêts sont capitalisés. Seul le titulaire, c'est-à-dire l'enfant, peut disposer de ce compte d'épargne individualisé, tant en principal qu'en intérêts, à sa majorité.

Le paiement de la rémunération en espèces doit être exécuté de la manière précitée; tout autre mode de paiement est nul.

La rémunération en espèces doit également être payée de cette manière même si l'activité à laquelle l'enfant a participé n'est pas permise par la loi ou si aucune dérogation individuelle n'a été accordée ou demandée.

La rémunération en espèces doit être payée au plus tard le quatrième jour ouvrable du mois qui suit le mois au cours duquel l'enfant a exécuté l'activité.

Lorsque l'enfant reçoit des cadeaux pour sa prestation, seuls les cadeaux usuels sont autorisés. Ceux-ci doivent être adaptés à l'âge, au développement et à la formation de l'enfant.

6. Sanctions

Il va de soi qu'une législation qui entend protéger les enfants en matière de travail, comporte aussi des sanctions. On citera ici quelques cas qui peuvent être punis d'une peine d'emprisonnement et/ou d'amende.

Ainsi, sont punissables:

- *Le père, la mère ou le tuteur qui font ou laissent exécuter par leur enfant des activités en violation des dispositions légales en matière de travail des enfants;*
- *Celui qui laisse un enfant exercer une activité sans qu'une dérogation écrite préalable n'ait été délivrée par le directeur général de la Direction générale Contrôle des lois sociales;*
- *Celui qui a obtenu une dérogation et qui ne se conforme pas aux prescriptions légales ou aux conditions particulières que le directeur général de la Direction générale Contrôle des lois sociales a mentionnées dans la dérogation individuelle;*
- *Le demandeur qui n'a pas payé la rémunération en espèces dans le délai requis ou qui ne l'a pas versée sur un "compte bloqué";*
- *Toute personne, intervenant comme intermédiaire ou médiateur (par exemple, un impresario), même à titre gratuit, faisant des propositions ou de la publicité en vue de promouvoir ou d'aider à réaliser des activités pour lesquelles une dérogation individuelle n'a pas été demandée.*

7. Conseil consultatif relatif au travail des enfants

Un Conseil consultatif relatif au travail des enfants est créé auprès du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale. Ce Conseil a, entre autres, pour mission:

- *De donner des avis ou de faire des propositions concernant les problèmes généraux posés par le travail des enfants;*
- *De fournir un avis au directeur général du Contrôle des lois sociales, à la demande de celui-ci, lors de l'examen de la demande de dérogation et d'assurer le suivi du respect de la dérogation individuelle accordée;*
- *De réunir la documentation relative au travail des enfants;*
- *De coordonner, d'assurer le suivi et de procéder à l'évaluation de la recherche dans le domaine du travail des enfants.*

Le Conseil n'a pas encore été installé.



Textes légaux

- Loi du 5 août 1992 concernant le travail des enfants (Moniteur belge du 28 août 1992).
- Arrêté royal du 11 mars 1993 relatif au travail des enfants (Moniteur belge du 9 avril 1993).

8. Adresses utiles

8.1 Concernant la réglementation

On peut se renseigner:

■ **Soit auprès du Contrôle des lois sociales - Division centrale**

Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale
 Contrôle des lois sociales – Division centrale
 rue Belliard 51 - 1040 Bruxelles
 Tél.: 02 233 47 54 ou 02 233 47 90
 Fax: 02 233 48 27

■ **Soit auprès du bureau du Contrôle des lois sociales de votre ressort**

ALOST:	R.A.C. De Pupillen Graanmarkt 1 9300 AALST	Tél.: 053 75 13 33 Fax: 053 75 13 44
ANVERS:	Theater Building Italiëlei 124 - bus 56 2000 ANTWERPEN	Tél.: 03 213 78 10 Anvers 1 - Fax: 03 213 78 35 Anvers 2 - Fax: 03 213 78 34 Anvers 3 - Fax: 03 213 78 37 Anvers 4 - Fax: 03 213 78 36
ARLON:	Centre administratif de l'Etat 6700 ARLON	Tél.: 063 22 13 71 Fax: 063 23 31 12
BRUGES:	Breidelstraat 3 8000 BRUGGE	Tél.: 050 44 20 30 Fax: 050 44 20 39
BRUXELLES:	Résidence Palace Bloc A – 8 ^e étage rue de la Loi 155 1040 BRUXELLES	Tél. (F): 02 287 38 10 Tél. (N): 02 287 38 00 Fax: 02 287 38 59
CHARLEROI:	Centre Albert - 18e étage Place Albert 1 ^{er} 4 – bte 8 6000 CHARLEROI	Tél.: 071 32 93 71 Fax: 071 30 12 23
COURTRAI:	Ijzerkaai 26-27 8500 KORTRIJK	Tél.: 056 26 05 41 Fax: 056 25 78 91
GAND:	L. Delvauxstraat 2A 9000 GENT	Tél.: 09 265 41 11 Fax: 09 265 41 10
HAL-VILVORDE:	d'Aubreméstraat 16 1800 VILVOORDE	Tél.: 02 257 87 30 Fax: 02 252 44 95
HASSELT:	Gv. Verwilghensingel 75 – bus 6 3500 HASSELT	Tél.: 011 22 14 17 Fax: 011 23 42 26
HUY:	Centre Mercator rue du Marché 24 4500 HUY	Tél.: 085 24 16 23 Fax: 085 24 16 24
LA LOUVIERE:	rue Hamoir 164 7100 LA LOUVIERE	Tél.: 064 22 45 32 Fax: 064 28 15 32
LIEGE:	rue Natalis 49 4020 LIEGE	Liège Nord - Tél.: 04 340 11 60 Fax: 04 340 11 61 Liège Sud - Tél.: 04 340 11 70 Fax: 04 340 11 71

LOUVAIN:	Federaal Administratief Centrum Philipssite 3A – bus 8 3001 LEUVEN	Tél.: 016 31 88 00 Fax: 016 31 88 10
MALINES:	Louizastraat 1 2800 MECHELEN	Tél.: 015 45 09 80 Fax: 015 45 09 99
MONS:	boulevard Gendebien 16 7000 MONS	Tél.: 065 35 15 10 Fax: 065 34 66 38
NAMUR:	rue de Gembloux 30 5002 NAMUR	Tél.: 081 73 02 01 Fax: 081 73 86 57
NIVELLES:	rue de Mons 39 1400 NIVELLES	Tél.: 067 21 28 24 Fax: 067 21 16 85
ROULERS:	Kleine Bassinstraat 16 8800 ROESELARE	Tél.: 051 26 54 30 Fax: 051 24 66 16
ST-NICOLAS:	Kazernestraat 16 – Blok C 9100 SINT-NIKLAAS	Tél.: 03 760 01 90 Fax: 03 760 01 99
TONGRES:	E. Jaminéstraat 13 3700 TONGEREN	Tél.: 012 23 16 96 ou 012 24 13 19 Fax: 012 39 24 53
TOURNAI:	rue de l’Athénée 60 7500 TOURNAI	Tél.: 069 22 36 51 Fax: 069 84 39 70
TURNHOUT:	Warandestraat 49 2300 TURNHOUT	Tél.: 014 44 50 10 Fax: 014 44 50 20
VERVIERS:	place du Martyr 9 – bte 4 4800 VERVIERS	Tél.: 087 30 71 91 Fax: 087 35 11 18

8.2 Concernant la demande de dérogation

Il faut introduire la demande de dérogation à l’adresse suivante:
Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale
Contrôle des lois sociales - Division centrale
rue Belliard 51 - 1040 Bruxelles
Fax: 02 233 48 27 (F)
02 233 48 29 (N)

Le formulaire de demande de dérogation qui est repris ci-après aux pages 27 à 30 peut être téléchargé sur le site Internet du SPF dans le module “E-government”: <http://www.meta.fgov.be>

9. Formulaire de demande de dérogation

Demande de dérogation à l'interdiction du travail des enfants

(Loi du 16 mars 1971 sur le travail, art. 6 et 7 - arrêté royal du 11 mars 1993)

A. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA PERSONNE RESPONSABLE DE L'ORGANISATION DES ACTIVITES

NOM ET PRENOM:

(Il doit s'agir d'une personne physique domiciliée en Belgique)

Domicile: rue n°: bte:

Localité:

Profession: Age:

Téléphone: Fax:

(éventuellement)

agissant au nom de l'institution ou société ci-après mentionnée:

(Dénomination):

(Adresse):

Téléphone: Fax: E-mail:

Le soussigné demandeur qui a la direction des activités s'engage à:

1. Vérifier que les activités pour lesquelles la demande a été introduite n'ont aucune influence préjudiciable sur le développement de l'enfant sur le plan pédagogique, intellectuel et social, ne mettent pas en danger son intégrité physique, psychique et morale et ne sont pas dommageables pour quelque aspect que ce soit de son bien-être;
2. Respecter les conditions générales fixées par la réglementation;
3. Respecter les conditions particulières supplémentaires qui peuvent avoir été fixées dans la dérogation individuelle.

Il certifie l'exactitude de toutes les données contenues dans la présente demande.

B. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX ACTIVITES POUR LESQUELLES UNE DEROGATION EST DEMANDEE

1. NATURE DE L'ACTIVITÉ (description):

Quel est le titre ?

(en cas d'opéra, pièce de théâtre, ballet, show, film, programme radio ou TV)

Caractère publicitaire ? Oui/Non

Les activités sont à classer dans les catégories suivantes: (indiquer d'une croix)

- exécution à caractère culturel
- exécution à caractère scientifique
- exécution à caractère éducatif
- exécution à caractère artistique (par exemple pièce de théâtre, opéra, opérette, ballet, cirque, concours de danse, de musique, de chant ou autre concours ou activité de scène)
- prises de vues ou de son ou émissions en direct pour la radio ou la télévision avec ou sans but publicitaire
- séances de photos, but publicitaire
- défilés de mode et présentation de collections de vêtements.

2. DATE OU PÉRIODE DE L'(DES) ACTIVITÉ(S):

3. ADRESSE DE L'ENDROIT OU S'EFFECTUENT LES ACTIVITÉS PRESTÉES PAR LES ENFANTS:

(éventuellement mentionner le nom de l'immeuble ou de la salle)

4. NOMBRE D'ENFANTS CONCERNES:

5. EN QUOI CONSISTE LA PARTICIPATION DES ENFANTS ET POURQUOI EST-ELLE INDISPENSABLE ?

Si l'activité entraîne une absence scolaire, quelles sont les raisons impérieuses de nature à justifier que les activités concernées se déroulent pendant des périodes de présence scolaire obligatoire ?

6. IDENTITÉ DE LA PERSONNE

(chargée de surveiller le respect des conditions fixées par la loi et par la dérogation individuelle, et de la surveillance des enfants sur les lieux des activités avec mention de sa profession et de son âge):

7. Si une ASSURANCE a été conclue pour couvrir les accidents pouvant survenir lors de la participation des enfants à l'activité, mentionner la compagnie et le numéro de la police:

C. FICHE DE RENSEIGNEMENTS PAR ENFANT: ETABLIR UNE FICHE DISTINCTE PAR ENFANT

1. IDENTIFICATION DE L'ENFANT

Nom et prénom:

Date de naissance: Sexe: M/F Nationalité:

2. DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

Nature exacte de l'activité:

Lieu de l'activité:

Date ou période:

Heure de début: Heure de fin:

Temps de repos prévus:

3. A COMPLETER SI L'ACTIVITÉ ENTRAINE UNE ABSENCE SCOLAIRE

A quelles dates ?

Pour quels motifs l'activité doit-elle entraîner une absence scolaire ?

4. RÉMUNÉRATION

Montant de la rémunération convenue (en espèces):

S'il s'agit d'un cadeau: nature, valeur:

Institution financière auprès de laquelle a été ouvert un compte bloqué au nom de l'enfant:

.....

Numéro de compte:

DECLARATION DES PARENTS

Je soussigné(e):

père, mère, tuteur de:

domicilié(e) à:

téléphone (facultatif)

déclare marquer mon accord pour l'occupation de l'enfant susnommé suivant les modalités décrites dans la présente demande, en assurer le suivi de la formation scolaire, et en assumer les conséquences tant en ce qui concerne l'absence scolaire éventuelle que le suivi pédagogique.

Le Signature:

AVIS DU DIRECTEUR D'ECOLE (à remplir uniquement en cas d'absence scolaire)

Je soussigné:

directeur de l'établissement scolaire:

adresse:

téléphone (facultatif)

déclare être averti de la demande introduite en vue de faire effectuer à l'enfant prénommé l'activité décrite ci-dessus qui entraîne l'enfant à une absence de l'école les jours ou demi-jours suivants:

En ce qui concerne cette absence scolaire et son influence éventuelle sur les prestations scolaires de l'enfant et les éventuelles mesures à prendre, je formule les remarques suivantes:

Le Signature:

D. TABLEAU DES ENFANTS PARTICIPANTS

Nom et prénom	Date de naissance	Sexe	Lieu des activités	Date des activités	Heures de début et de fin des activités journalières

REMARQUES IMPORTANTES:

1. Les occupations de l'enfant ne peuvent être entamées avant d'avoir obtenu une autorisation écrite.
2. L'enfant doit être totalement libre de prêter son concours.

3. Il est indispensable pour le demandeur de conserver la lettre d'autorisation pendant toute la durée des activités à l'endroit où celles-ci se tiennent afin de pouvoir la produire en cas d'enquête de l'inspecteur du travail ou des instances compétentes.

Date: Signature du demandeur:



La rédaction de cette brochure a été achevée le 30 novembre 2003

Coordination: Direction de la communication

Rédaction: Direction générale Contrôle des lois sociales et Direction générale Relations individuelles du travail

Couverture et supervision graphique: Hilde Vandekerckhove

Mise en page: Sylvie Peeters


Traitement de texte: Nicole Van Geyt

Impression: Imprimerie Bietlot

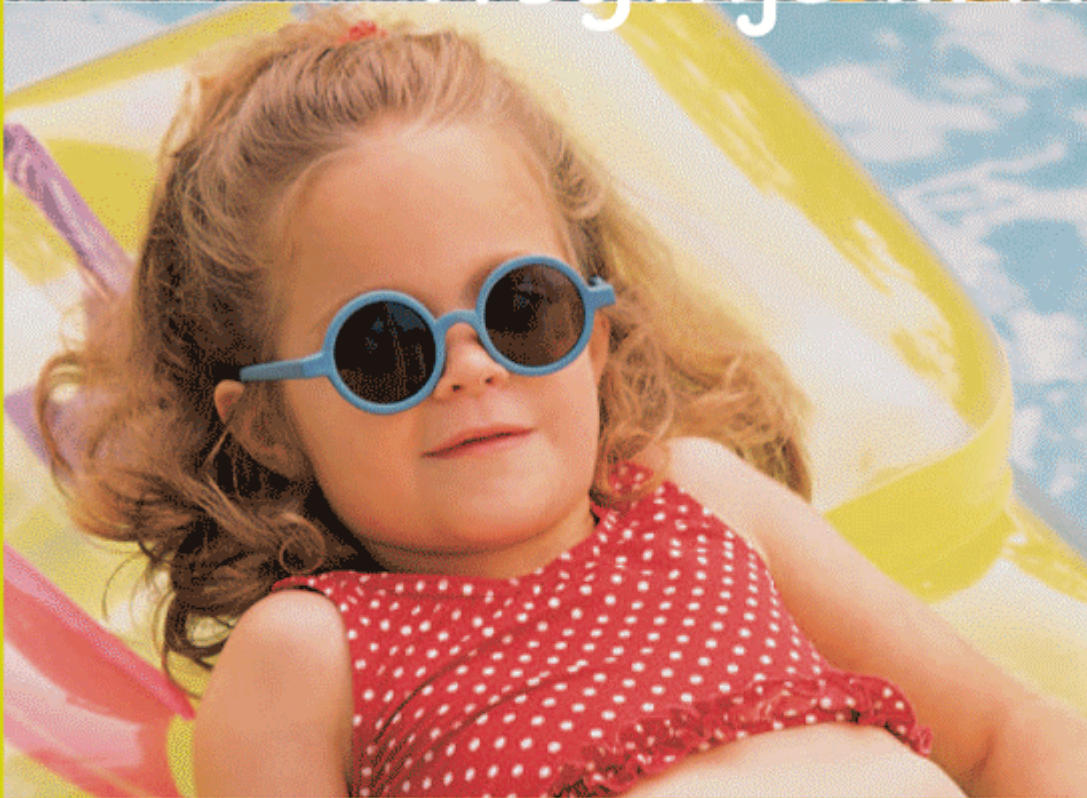
Diffusion: Cellule Publications

Editeur responsable: SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

Dépôt légal:D/2003/1205/ ?



Wegwijs in ...



DE REGLEMENTERING
OP DE KINDERARBEID



FOD WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVER-



Wegwijs in ...

de reglementering op de kinderarbeid

December 2003

Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten
Algemene Directie Individuele Arbeidsbetrekkingen

Deze brochure is gratis te verkrijgen:

- ✓ Telefonisch op het nummer (02)233 42 11
- ✓ Door rechtstreekse bestelling op de website van de FOD: <http://www.meta.fgov.be>
- ✓ Schriftelijk bij de:
Cel Publicaties van de
Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg
Belliardstraat 51
1040 BRUSSEL
Fax: (02)233 42 36
E-mail: publi@meta.fgov.be

Cette brochure peut être également obtenue en français.

Volledige of gedeeltelijke verveelvoudiging van de teksten uit deze brochure mag alleen met bronvermelding.

MEDEDELING

Omwille van de talrijke wijzigingen van de reglementering worden de brochures in de reeks "Wegwijs in ..." nagenoeg jaarlijks bijgewerkt. Indien u een recht of een voordeel wil doen gelden dat in deze brochure vermeld staat, doet u er goed aan navraag te doen of deze brochure wel degelijk de laatste uitgave is. U kunt zich daarvoor wenden tot de Cel Publicaties van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Deze vulgariserende brochure behandelt een reglementering die soms zeer complex is. Het is dan ook mogelijk dat een aantal specifieke gevallen niet aan bod komt. In geval van twijfel of voor bijkomende inlichtingen over de hier behandelde materies kunt u terecht bij de diensten en instellingen vermeld in het laatste deel van de brochure. Let op: op basis van deze brochure kan geen enkel recht geëist worden. De enige basis daarvoor wordt gevormd door de regelgevende teksten.

M/V

Met de termen "kind", "werkgever" en "voogd" wordt in deze brochure verwezen naar personen van beide geslachten.

Voorwoord

De wet is eenvoudig en formeel: kinderarbeid is verboden.

De kindertijd moet immers bij uitstek een periode van ontplooiing, opvoeding en spel blijven. Om die reden heeft de Belgische wetgever de kinderarbeid reeds meer dan een eeuw geleden gereguleerd. Kinderarbeid werd verboden voor alle kinderen onder de 12 jaar in 1889, en nadien voor iedereen die aan de leerplicht onderworpen is.

We stellen evenwel vast dat kinderen de laatste jaren, zelfs in ons land, reeds op zeer jonge leeftijd betrokken worden in culturele, artistieke en publicitaire activiteiten, die op meer dan enkel hun vrije tijd beslag leggen. Deze activiteiten zijn bovendien niet zonder financieel voordeel, onmiddellijk of op langere termijn, voor de ouders of voor de kinderen. De Algemene Vergadering van de Verenigde Naties heeft trouwens in 1989 het Verdrag inzake de rechten van het kind goedgekeurd. Daarin worden beschermende maatregelen voorgeschreven op het vlak van de kinderarbeid. In verschillende ontwikkelingslanden blijft dit fenomeen immers spijtig genoeg brandend actueel.

De reglementering op de kinderarbeid werd dus herzien. Om beter in te spelen op de werkelijke toestand in de samenleving werd, naast het principiële verbod, een stelsel van afwijkingen ingevoerd voor een beperkt aantal activiteiten. In het belang van de kinderen werden de modaliteiten hiervan zeer strikt omschreven.

Deze brochure licht de mogelijke afwijkingen op het verbod van de kinderarbeid toe, evenals hun toekenningswijze. Zij heeft dus niet tot doel het tewerkstellen van kinderen te bevorderen, aangezien de kindertijd nooit een tijd van werken mag zijn.

Inhoudstafel

1.	VERBOD VAN KINDERARBEID	5
1.1	ALGEMEEN BEGINSSEL	5
1.2	DE KINDEREN WAAROVER HET GAAT.....	5
2.	TOEGELATEN ACTIVITEITEN	6
2.1	WERKZAAMHEDEN BINNEN HET KADER VAN DE OPVOEDING OF VORMING.....	6
2.2	WERKZAAMHEDEN WAARVOOR EEN INDIVIDUELE AFWIJKING NODIG IS.....	6
3.	ARBEIDS- VOORWAARDEN	7
3.1	MAXIMUMDUUR VAN DE WERKZAAMHEDEN	7
3.2	DE RUSTTIJDEN.....	7
3.3	FREQUENTIE VAN DE WERKZAAMHEDEN	7
3.4	SPREIDING OVER HET AANTAL DAGEN VAN DE WEEK	8
4.	HET VERKRIJGEN VAN EEN INDIVIDUELE AFWIJKING	9
4.1	DE AANVRAGER.....	9
4.2	VOORAFGAANDELIJKE VERPLICHTINGEN.....	9
4.3	INDIENING VAN DE AANVRAAG.....	9
4.4	TOEKENNING VAN DE INDIVIDUELE AFWIJKING	9
5.	LOON VAN DE KINDEREN	11
6.	STRAFMAATREGELEN.....	12
7.	DE ADVIESRAAD VOOR KINDERARBEID	13
8.	NUTTIGE ADRESSEN.....	14
8.1	BETREFFENDE DE REGLEMENTERING.....	14
8.2	BETREFFENDE DE AANVRAAG OM AFWIJKING.....	15
9.	FORMULIER VOOR HET VERZOEK OM AFWIJKING	16

1. Verbod van kinderarbeid

1.1 Algemeen beginsel

De wet heeft de kinderarbeid streng gereguleerd. Als uitgangspunt geldt het principe van het algemeen verbod om kinderen arbeid te doen of laten verrichten.

Dit betekent dat elke lichamelijke of geestelijke inspanning in het kader van het maatschappelijk productieproces verboden is.

Er zijn evenwel uitzonderingen op deze algemene verbodsbepaling, met name voor:

- werkzaamheden die binnen het kader van de opvoeding of vorming van kinderen vallen;
- uitzonderlijk voor werkzaamheden waarvoor een individuele afwijking werd verkregen.

1.2 De kinderen waarover het gaat

De wet beschermt de kinderen, waarmee wordt bedoeld minderjarigen beneden 15 jaar of die nog onderworpen zijn aan de voltijdse leerplicht.

De leerplicht is voltijds totdat de leeftijd van 15 jaar is bereikt en omvat ten hoogste 7 jaren van het lager onderwijs en ten minste de eerste twee jaren van het secundair onderwijs met volledig leerplan; in geen geval duurt de voltijdse leerplicht voort na 16 jaar.

Vallen in dat geval buiten het verbod van kinderarbeid: minderjarigen van 15 jaar of meer die niet meer onderworpen zijn aan de voltijdse leerplicht.

2. Toegelaten activiteiten

Afwijkingen op het algemeen verbod van kinderarbeid zijn mogelijk voor werkzaamheden die binnen het kader van de opvoeding of vorming van kinderen vallen en uitzonderlijk voor welbepaalde werkzaamheden waarvoor een individuele afwijking werd verkregen.

Het is evenwel steeds verboden kinderen enige werkzaamheid te doen of te laten uitvoeren die een nadelige invloed kan hebben op de ontwikkeling van het kind op pedagogisch, intellectueel of sociaal vlak, zijn fysieke, psychische of morele integriteit in gevaar brengt of die schadelijk is voor enig aspect van zijn welzijn.

2.1 Werkzaamheden binnen het kader van de opvoeding of vorming

Het verbod om kinderen arbeid te doen of te laten verrichten geldt enkel voor de werkzaamheden die vallen buiten het kader van hun opvoeding of vorming.

Zijn dus niet verboden: de bezigheden in de eigen huishouding, de school, de jeugdorganisatie of elke andere groepering of instelling die zich met de opvoeding en vorming van de kinderen bezighoudt, zelfs indien deze werkzaamheden een productief karakter hebben of in het maatschappelijk verkeer ingeschakeld zijn.

Noch een openbare voorstelling gegeven door een school of jeugdorganisatie, noch het deelnemen van een schoolklas aan een spelprogramma op televisie vallen dus onder de verbodsbepaling. Voor al deze activiteiten moet dan ook geen voorafgaande toelating gevraagd worden.

2.2 Werkzaamheden waarvoor een individuele afwijking nodig is

Bepaalde werkzaamheden mogen door kinderen worden uitgevoerd wanneer vooraf een individuele afwijking werd verkregen. Deze afwijking wordt toegekend door de directeur-generaal van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg voorzover aan bepaalde voorwaarden wordt voldaan.

De werkzaamheden waarvoor een individuele afwijking kan worden toegekend, worden in de wet opgesomd. Het gaat om:

- de medewerking van kinderen als acteur, figurant, zanger, muzikant of danser aan uitvoeringen van culturele, wetenschappelijke, opvoedkundige of artistieke aard, zoals onder andere:
 - toneel, opera, ballet of circus;
 - dans-, muziek- of zangwedstrijden of enige andere podiumwedstrijd of -activiteit (bijvoorbeeld playback- en soundmixshows);
- de medewerking van kinderen als acteur, figurant, zanger, muzikant of model aan beeld- of klankregistraties of rechtstreekse uitzendingen voor radio of televisie, al dan niet voor reclamedoeleinden;
- de medewerking van kinderen als figurant of model aan fotosessies, al dan niet voor reclamedoeleinden;
- de medewerking van kinderen als model of figurant aan modeshows en voorstellingen van collecties klederen.

Het is niet mogelijk om een individuele afwijking aan te vragen voor een activiteit die niet in de wet is vermeld.

De individuele afwijkingen worden maar toegestaan voor een bepaalde tijd en voor een bepaalde werkzaamheid. Deze werkzaamheid kan weliswaar uit verscheidene afzonderlijke prestaties bestaan: bijvoorbeeld een aantal opvoeringen van eenzelfde toneelstuk, op diverse data en/of locaties.

3. Arbeids- voorwaarden

Bij de tewerkstelling van kinderen waarvoor een afwijking werd toegekend, moeten een aantal bijzondere arbeidsvoorwaarden gerespecteerd worden. Deze arbeidsvoorwaarden kunnen daarenboven worden aangevuld of gepreciseerd door de directeur-generaal van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg. Zij hebben onder meer betrekking op de duur van deze werkzaamheden, de frequentie en de rusttijden.

Opgelet!

Elke aanwezigheid van het kind op de plaats waar het zijn werkzaamheid moet uitvoeren komt als werkzaamheid in aanmerking.

3.1 Maximumduur van de werkzaamheden

Voor de kinderen tot en met 6 jaar mag de maximumduur van de werkzaamheid 4 uren per dag niet overschrijden. Deze werkzaamheid moet daarenboven uitgevoerd worden tussen 8 en 19 uur.

Voor de kinderen van 7 tot en met 11 jaar mag de maximumduur van de werkzaamheid 6 uren per dag niet overschrijden. Deze werkzaamheid moet daarenboven worden uitgevoerd tussen 8 en 22 uur.

Voor de kinderen van 12 tot 15 jaar of die nog onderworpen zijn aan de voltijdse leerplicht mag de maximumduur van de werkzaamheid 8 uren per dag niet overschrijden. Deze werkzaamheid moet daarenboven uitgevoerd worden tussen 8 en 23 uur.

3.2 De rusttijden

Voor de kinderen tot en met 6 jaar moet een half uur ononderbroken rust worden toegekend wanneer de werkzaamheden 2 uren hebben geduurd (bv.: er moet een pauze ingelast worden van 30 minuten voor het kind dat van 14 tot 16 uur aan één stuk “werkt”).

Voor de kinderen van 7 tot en met 11 jaar moet een half uur ononderbroken rust worden toegekend wanneer de werkzaamheden 3 uren hebben geduurd.

Voor de kinderen van 12 tot 15 jaar of die nog onderworpen zijn aan de voltijdse leerplicht moet een half uur ononderbroken rust worden toegekend wanneer de werkzaamheden 4 uren hebben geduurd. Duren de werkzaamheden meer dan 6 uren dan moet een bijkomende rustperiode van een half uur worden gegeven.

Opgelet!

Er moeten ten minste 14 achtereenvolgende uren zijn tussen de beëindiging en de hervatting van de werkzaamheid. Zo zal bv. bij filmopnamen beëindigd om 22 uur, de hervatting voor het kind ten vroegste om 12 uur 's anderendaags kunnen gebeuren.

3.3 Frequentie van de werkzaamheden

Tot en met de leeftijd van 6 jaar mag een kind niet meer dan 6 werkzaamheden hebben uitgevoerd, in de loop van die 6 jaar.

Kinderen van 7 tot en met 11 jaar mogen niet meer dan 12 werkzaamheden per jaar uitvoeren.

Kinderen van 12 tot 15 jaar of die nog onderworpen zijn aan de voltijdse leerplicht mogen niet meer dan 24 werkzaamheden per jaar uitvoeren.

Er bestaat een afzonderlijke regeling voor de kinderen die hun medewerking verlenen als:

- acteur, figurant, zanger, muzikant of danser aan uitvoeringen van culturele, wetenschappelijke, opvoedkundige of artistieke aard in een toneel, opera, operette, ballet of circus;
- acteur, figurant, zanger, muzikant of model aan beeld- of klankregistraties of rechtstreekse uitzendingen voor radio of televisie, voorzover er geen reclamedoeleinden worden nagestreefd.

In beide gevallen kan de directeur-generaal van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten een groter aantal werkzaamheden toestaan.

Voor kinderen van 7 tot en met 11 jaar bedraagt dit tot maximaal 24 werkzaamheden per jaar; voor kinderen van 12 tot 15 jaar of die nog onderworpen zijn aan de voltijdse leerplicht kan dit oplopen tot maximaal 36 werkzaamheden per jaar.

3.4 Spreiding over het aantal dagen van de week

De werkzaamheden mogen niet gedurende méér dan vijf achtereenvolgende dagen worden verricht. In een kalenderweek moet steeds een onderbreking van de activiteit gedurende minstens 48 achtereenvolgende uren voorzien zijn.

4. Het verkrijgen van een individuele afwijking

4.1 De aanvrager

De aanvraag kan enkel gebeuren door diegene die de verantwoordelijkheid heeft voor het organiseren van een activiteit waaraan een kind zal meewerken.

De aanvrager moet een natuurlijk persoon zijn die in België zijn woonplaats heeft.

4.2 Voorafgaandelijke verplichtingen

De aanvrager moet zich verbinden:

- erop toe te zien dat de werkzaamheid waarvoor de afwijking wordt gevraagd geen nadelige invloed heeft op de ontwikkeling van het kind op pedagogisch, intellectueel en sociaal vlak, zijn fysieke, psychische en morele integriteit niet in gevaar brengt en niet schadelijk is voor enig aspect van zijn welzijn;
- de algemene reglementaire voorwaarden en de bijzondere voorwaarden, die de directeur-generaal van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten oplegt in zijn toekenning tot afwijking, na te leven.

De vader, moeder of de voogd moeten voorafgaand schriftelijk hun toelating verlenen. Deze toelating wordt per werkzaamheid gegeven en kan geen verschillende aanvragen tegelijk dekken. Zo zal er bijvoorbeeld geen toelating kunnen worden verleend voor x-aantal modeshows, maar zal er per show een toelating moeten worden gegeven.

4.3 Indiening van de aanvraag

De aanvraag moet schriftelijk worden ingediend, uiterlijk één maand voor de datum van de eerste activiteit. Daarbij moet gebruik worden gemaakt van het daartoe bestemde formulier, uitgereikt door de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg. Een model hiervan vindt men achteraan de brochure.

Het formulier heeft betrekking op:

- inlichtingen betreffende de persoon die de verantwoordelijkheid heeft voor het organiseren van de activiteit;
- inlichtingen over de activiteit zelf;
- inlichtingen over elk kind dat ingeschakeld wordt;
- de geschreven toelating van de vader, de moeder of de voogd van het kind;
- het advies van de directeur van de school waar het kind is ingeschreven, wanneer schoolverzuim onontbeerlijk is om de betrokken werkzaamheid te kunnen uitvoeren; dit advies moet onder meer betrekking hebben op de weerslag van de werkzaamheden op de schoolprestaties van het kind.

Concreet moet het formulier bij het Toezicht op de Sociale Wetten toekomen:

- bij overhandiging tegen ontvangstbewijs op het volgend adres:
Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg
Toezicht op de Sociale Wetten
Centrale afdeling, Belliardstraat 51 - 1040 Brussel
(De Nederlandstaligen zullen ontvangen worden in bureau A 648, de Franstaligen in bureau B 689.)
- bij ter post aangetekende brief geadresseerd aan:
Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg
Toezicht op de Sociale Wetten
Centrale afdeling, Belliardstraat 51 - 1040 Brussel
- per fax op het nummer (02) 233 48 29 (wanneer de aanvraag in het Nederlands opgesteld is) of op het nummer (02) 233 48 27 (wanneer de aanvraag in het Frans opgesteld is).

4.4 Toekenning van de individuele afwijking

De schriftelijke individuele afwijking wordt verleend door de directeur-generaal van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

In de schriftelijke individuele afwijking bepaalt de directeur-generaal de eventuele bijkomende voorwaarden die hij nuttig acht.

Deze bijkomende bijzondere voorwaarden kunnen onder meer betrekking hebben op:

- het geheel van de voorwaarden in verband met het aanvangs- en het einduur, de duur en de frequentie van de werkzaamheden waarvoor een individuele afwijking kan worden toegestaan (met inbegrip van de voorbereidingen en de wacht- en rusttijden), alsmede inzake de reistijden;
- de begeleiding en de opvang van het kind tijdens deze werkzaamheden, met inbegrip van de voorbereidingen en de wacht- en rusttijden, evenals tijdens de reistijden;
- de verplichting om het kind een deskundigenonderzoek te laten ondergaan of in een begeleiding te voorzien door een deskundige, inzonderheid wanneer de kans op het creëren van een zogenaamde kindster reëel is;
- het sluiten van de nodige verzekeringen;
- de maatregelen die de aanvrager dient te nemen in geval van schoolverzuim om de negatieve impact te vermijden, bv. door de organisatie van inhaallessen op zich te nemen.

Opgelet!

Het indienen van de aanvraag is niet voldoende om het kind te mogen tewerkstellen. Het is verboden het kind een werkzaamheid te doen of te laten uitvoeren zolang de aanvrager niet effectief in het bezit is van de schriftelijke afwijking van de directeur-generaal.

Deze schriftelijke afwijking moet door de aanvrager (of door de persoon die hij daartoe heeft aangewezen) steeds op de plaats van de werkzaamheid kunnen worden vertoond wanneer bijvoorbeeld de arbeidsinspecteur hierom verzoekt.

De toekenning of de weigering van de afwijking wordt aan de aanvrager bekendgemaakt, hetzij bij overhandiging tegen ontvangstbewijs, hetzij bij een ter post aangetekende brief, hetzij per fax.

Schoolverzuim kan een beletsel zijn voor het verkrijgen van de afwijking wanneer de prestaties een louter economisch of commercieel karakter hebben.

5. Loon van de kinderen

Wanneer het kind voor zijn prestatie geld of in geld waardeerbare voordelen ontvangt, gelden er speciale beschermingsmaatregelen. Deze maatregelen zijn eveneens van toepassing wanneer het geld of de in geld waardeerbare voordelen aan de vader, moeder of de voogd van het kind worden uitgekeerd.

De betaling in geld moet gebeuren door diegene die de individuele aanvraag tot afwijking op het verbod van kinderarbeid heeft ingediend; dit is de persoon die de verantwoordelijkheid heeft voor het organiseren van een activiteit waaraan het kind zijn medewerking mag verlenen. Deze moet het loon in geld storten op een geïndividualiseerde spaarrekening op naam van het kind bij een financiële instelling (een "geblokkeerde rekening"). De intrest wordt gekapitaliseerd. Over deze geïndividualiseerde spaarrekening, zowel wat de hoofdsom als wat de intresten betreft, mag enkel de titularis (het kind) beschikken bij zijn meerderjarigheid.

De betaling van het loon in geld moet op voormelde manier gebeuren; een andere betalingswijze is nietig.

Zelfs indien de werkzaamheid waaraan het kind zijn medewerking heeft verleend niet door de wet is toegelaten, of wanneer voor de uitgevoerde werkzaamheid geen individuele afwijking werd toegekend of aangevraagd, moet het loon in geld op de hierboven beschreven wijze betaald worden.

Het loon in geld moet uitbetaald worden uiterlijk op de vierde werkdag van de maand volgend op de maand waarin het kind de werkzaamheid heeft uitgevoerd.

Wanneer het kind geschenken ontvangt voor zijn prestatie, mogen enkel de gebruikelijke geschenken worden gegeven. Bovendien moeten deze geschenken aangepast zijn aan de leeftijd, de ontwikkeling en de opleiding van het betrokken kind.

6. Strafmaatregelen

Het ligt voor de hand dat een wetgeving die kinderen wil beschermen wanneer het om arbeid gaat, ook strafbepalingen kent. Hierna worden enkele gevallen opgesomd, waarbij de overtreder kan worden gestraft met een gevangenisstraf en/of geldboeten.

Zijn dan ook in die zin strafbaar:

- *de vader, moeder of de voogd wanneer zij hun kind arbeid of werkzaamheden doen of laten uitvoeren in strijd met de wettelijke bepalingen inzake kinderarbeid;*
- *diegene die een kind een werkzaamheid laat uitvoeren zonder dat vooraf een schriftelijke afwijking werd verkregen van de directeur-generaal van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten;*
- *diegene die een afwijking heeft verkregen en die zich niet houdt aan de wettelijke voorschriften of aan de bijzondere voorwaarden die de directeur-generaal van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten in de individuele afwijking heeft opgenomen;*
- *de aanvrager wanneer het loon in geld niet binnen de termijn of niet op een “geblokkeerde rekening” wordt betaald;*
- *al wie als tussenpersoon of bemiddelaar (bv. een impresario), al dan niet tegen vergoeding, voorstellen doet of reclame maakt om werkzaamheden, waarvoor geen individuele afwijking gevraagd wordt, te bevorderen of mee helpen tot stand te brengen.*

7. De adviesraad voor kinderarbeid

Bij de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg wordt een Adviesraad voor Kinderarbeid opgericht.

Deze Raad heeft onder meer tot opdracht:

- *adviezen uit te brengen of voorstellen te doen inzake algemene problemen over kinderarbeid;*
- *advies te verstrekken aan de directeur-generaal van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten, wanneer deze laatste hierom verzoekt, bij het onderzoek van de aanvraag tot afwijking en de opvolging van de naleving van de toegestane individuele afwijking;*
- *de documentatie in verband met kinderarbeid te verzamelen;*
- *het onderzoek op het gebied van kinderarbeid te coördineren, op te volgen en te evalueren.*

De raad werd nog niet geïnstalleerd.



Wetteksten

- Wet van 5 augustus 1992 inzake de kinderarbeid (Belgisch Staatsblad van 28 augustus 1992)
- Koninklijk besluit van 11 maart 1993 betreffende de kinderarbeid (Belgisch Staatsblad van 9 april 1993)

8. Nuttige adressen

8.1 Betreffende de reglementering

Inlichtingen zijn te verkrijgen:

- ofwel bij de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg
Centrale afdeling
Belliardstraat 51 - 1040 Brussel
Tel.: (02)233 47 34 of (02)233 47 91
Fax: (02)233 48 29

- ofwel bij het bureau van het Toezicht op de Sociale Wetten van uw streek

AALST:	R.A.C. De Pupillen Graanmarkt 1 9300 AALST	Tel.: 053 75 13 33 Fax: 053 75 13 44
AARLEN:	Centre administratif de l'Etat 6700 ARLON	Tel.: 063 22 13 71 Fax: 063 23 31 12
ANTWERPEN:	Theater Building Italiëlei 124 - bus 56 2000 ANTWERPEN	Tel.: 03 213 78 10 Antwerpen 1 - Fax: 03 213 78 35 Antwerpen 2 - Fax: 03 213 78 34 Antwerpen 3 - Fax: 03 213 78 37 Antwerpen 4 - Fax: 03 213 78 36
BERGEN:	boulevard Gendebien 16 7000 MONS	Tel.: 065 35 15 10 Fax: 065 34 66 38
BRUGGE:	Breidelstraat 3 8000 BRUGGE	Tel.: 050 44 20 30 Fax: 050 44 20 39
BRUSSEL:	Résidence Palace Blok A – 8 ^e verd. Wetstraat 155 1040 BRUSSEL	Tel. (N): 02 287 38 00 Tel. (F): 02 287 38 10 Fax: 02 287 38 59
CHARLEROI:	Centre Albert - 18 ^e étage Place Albert 1 ^{er} 4 – bte 8 6000 CHARLEROI	Tel.: 071 32 93 71 Fax: 071 30 12 23
DOORNIK:	rue de l'Athénée 60 7500 TOURNAI	Tel.: 069 22 36 51 Fax: 069 84 39 70
GENT:	L. Delvauxstraat 2A 9000 GENT	Tel.: 09 265 41 11 Fax: 09 265 41 10
HALLE-VILVOORDE:	d'Aubreméstraat 16 1800 VILVOORDE	Tel.: 02 257 87 30 Fax: 02 252 44 95
HASSELT:	Gv. Verwilghensingel 75 – bus 6 3500 HASSELT	Tel.: 011 22 14 17 Fax: 011 23 42 26
HOEI:	Centre Mercator rue du Marché 24 4500 HUY	Tel.: 085 24 16 23 Fax: 085 24 16 24
KORTRIJK:	Ijzerkaai 26-27 8500 KORTRIJK	Tel.: 056 26 05 41 Fax: 056 25 78 91
LA LOUVIERE:	rue Hamoir 164 7100 LA LOUVIERE	Tel.: 064 22 45 32 Fax: 064 28 15 32

LUIK:	rue Natalis 49 4020 LIEGE	Liège Nord - Tel.: 04 340 11 60 Fax: 04 340 11 61 Liège Sud - Tel.: 04 340 11 70 Fax: 04 340 11 71
LEUVEN:	Federaal Administratief Centrum Philipssite 3A – bus 8 3001 LEUVEN	Tel.: 016 31 88 00 Fax: 016 31 88 10
MECHELEN:	Louizastraat 1 2800 MECHELEN	Tel.: 015 45 09 80 Fax: 015 45 09 99
NAMEN:	rue de Gembloux 30 5002 NAMUR	Tel.: 081 73 02 01 Fax: 081 73 86 57
NIJVEL:	rue de Mons 39 1400 NIVELLES	Tel.: 067 21 28 24 Fax: 067 21 16 85
ROESELARE:	Kleine Bassinstraat 16 8800 ROESELARE	Tel.: 051 26 54 30 Fax: 051 24 66 16
SINT-NIKLAAS:	Kazernesstraat 16 – Blok C 9100 SINT-NIKLAAS	Tel.: 03 760 01 90 Fax: 03 760 01 99
TONGEREN:	E. Jaminéstraat 13 3700 TONGEREN	Tel.: 012 23 16 96 ou 012 24 13 19 Fax: 012 39 24 53
TURNHOUT:	Warandestraat 49 2300 TURNHOUT	Tel.: 014 44 50 10 Fax: 014 44 50 20
VERVIERS:	place du Martyr 9 – bte 4 4800 VERVIERS	Tel.: 087 30 71 91 Fax: 087 35 11 18

8.2 Betreffende de aanvraag om afwijking

De aanvraag om afwijking moet ingediend worden op het volgend adres:
 Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg
 Toezicht op de Sociale Wetten – Centrale afdeling
 Belliardstraat 51- 1040 Brussel
 Fax: (02)233 48 29 (N)
 (02)233 48 27 (F)

Het formulier voor het verzoek om afwijking (zie hoofdstuk 9 hierna) kan gedownload worden van de website van de FOD in de module “E-government”, rubriek "Procedures en formulieren". URL-adres: <http://www.meta.fgov.be>

9. Formulier voor het verzoek om afwijking

Verzoek om afwijking op het verbod van kinderarbeid

A. **INLICHTINGEN BETREFFENDE DE PERSOON DIE DE VERANTWOORDELIJKHEID HEEFT VOOR HET ORGANISEREN VAN DE ACTIVITEIT(EN) WAARAAN HET (DE) KIND(EREN) DEELNEEMT (DEELNEMEN)**

(Het moet gaan om een natuurlijk persoon die zijn woonplaats heeft in België)

NAAM EN VOORNAAM:

Woonplaats:

Leeftijd:

Beroep:

Optredend namens volgende instelling of vennootschap
(adres + telefoon/fax-nummer + e-mail):

De ondergetekende aanvrager die de leiding heeft over de werkzaamheden verbindt er zich toe:

1. erop toe te zien dat de werkzaamheden waarop de aanvraag betrekking heeft geen nadelige invloed heeft op de ontwikkeling van het kind op pedagogisch, intellectueel en sociaal vlak, zijn fysieke, psychische en morele integriteit niet in gevaar brengt en niet schadelijk is voor enig aspect van zijn welzijn;
2. de bijkomende algemene voorwaarden vastgesteld door de reglementering te respecteren;
3. de bijkomende bijzondere voorwaarden die in de individuele afwijking kunnen bepaald worden te respecteren.

Hij bevestigt ook de juistheid van alle verstrekte gegevens.

B. **INLICHTINGEN BETREFFENDE DE WERKZAAMHEDEN WAARVOOR DE AFWIJKING AANGEVRAAGD WORDT**

1. **AARD VAN DE ACTIVITEIT** : (precieze beschrijving)

Welk is de titel?

(In geval van opera, toneel, ballet, show, film, radio- of TV-programma)

Publicitaire oogmerken? Ja/nee

De werkzaamheden vallen naar uw oordeel onder volgende categorie: (aan te kruisen)

- uitvoering van culturele aard
- uitvoering van wetenschappelijke aard
- uitvoering van opvoedkundige aard
- uitvoering van artistieke aard (bv: toneel, opera, operette, ballet, circus, dans-, muziek- of zangwedstrijden of een andere podiumwedstrijd of -activiteit)
- beeld- of klankregistratie of rechtstreekse uitzendingen voor radio of televisie, met of zonder reclamedoeleinden
- fotosessies, met of zonder reclamedoeleinden
- modeshows en voorstellingen van collecties klederen

2. **DATUM OF PERIODE VAN DE ACTIVITEIT(EN):**

.....

.....

3. **AANTAL BETROKKEN KINDEREN:**

.....

4. ADRES WAAR DE WERKZAAMHEDEN MET KINDEREN WORDEN UITGEVOERD:

(eventueel de naam van het gebouw of de zaal vermelden):

.....

.....

.....

5. WAARIN BESTAAT DE MEDEWERKING VAN DE KINDEREN? EN WAAROM IS ZE NOODZAKELIJK ?

.....

Is er schoolverzuim voor één of meer kinderen?

Kan dit vermeden worden?

Zo nee, waarom niet?

.....

6. IDENTITEIT VAN DE PERSOON belast met het toezicht op de kinderen op de plaats van de werkzaamheden en belast met de naleving van de algemene en bijzondere voorwaarden voorzien door de wet en door de individuele afwijking (met vermelding van beroep en leeftijd):

.....

.....

7. Werd er een VERZEKERING afgesloten tot dekking van ieder ongeval dat de meewerkende kinderen kan overkomen? Zo ja, vermelding van maatschappij en polisnummer

.....

C. INLICHTINGSFICHE PER KIND (VOOR ELK KIND EEN APART BLAD IN TE VULLEN)**1. IDENTIFICATIE VAN HET KIND:**

Naam en Voornaam:

Geboortedatum: Geslacht: M/V Nationaliteit:

2. DE ACTIVITEIT:

Juiste omschrijving:

Plaats van de werkzaamheden:

Datum of periode van de werkzaamheden:

Beginuur:einduur:

Voorziene rusttijden:

3. ZO ER SCHOOLVERZUIM IS:

Op welke data?

Waarom moeten de prestaties plaatsvinden op een schooldag?

4. VERGOEDING:

Bedrag van de overeengekomen vergoeding (in geld):

indien een geschenk, aard en waarde:

.....

Financiële instelling waarbij de geïndividualiseerde spaarrekening op naam van het kind werd geopend:

.....

.....

Rekeningnummer:

VERKLARING VAN DE OUDERS

Ondergetekende:

vader, moeder, voogd (schrappen wat niet past) van

woonachtig te:

verklaart zich akkoord met de tewerkstelling van bovengenoemd kind volgens de in deze aanvraag beschreven modaliteiten. In geval van schoolverzuim zal ik instaan voor het laten inhalen van de verloren lessen en taken. Ik zal ook de gevolgen dragen die verbonden zijn aan dit verzuim.

..... de Handtekening,

ADVIES VAN DE SCHOOLDIRECTEUR (enkel in te vullen in geval er schoolverzuim is)

Ondergetekende:

directeur van de instelling

verklaart op de hoogte te zijn van de aanvraag om bovengenoemd kind de hierboven beschreven werkzaamheden te doen verrichten die schoolverzuim met zich meebrengen op volgende dagen of halve dagen:

Omtrent dit schoolverzuim, de eventuele invloed op de schoolresultaten, de eventuele maatregelen heeft hij/zij volgende opmerkingen

..... de Handtekening,

D. OVERZICHT VAN DE DEELNEMENDE KINDEREN EN HUN PRESTATIES

Naam van het kind	Geboortedatum	Data van de werkzaamheden	Plaats van de werkzaamheden	Tijdstip van begin en einde van de dagelijkse activiteiten

BELANGRIJKE OPMERKING:

1. De werkzaamheden van het kind mogen niet aangevat worden vooraleer een schriftelijke toelating bekomen werd.
2. Bovendien moet het kind vrijwillig zijn medewerking verlenen.
3. De aanvrager heeft er belang bij de toelatingsbrief tijdens de activiteiten op de plaats van tewerkstelling te bewaren, want hij moet door de aanvrager vertoond worden op het verzoek van de arbeidsinspecteur of de bevoegde instantie.

Datum:

Handtekening,

De redactie van deze brochure werd afgesloten op 30 november 2003

Coördinatie: Directie van de communicatie

Redactie: Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten en Algemene Directie Individuele Arbeidsbetrekkingen

Grafische leiding en omslag: Hilde Vandekerckhove

Lay-out: Sylvie Peeters

Tekstverwerking: Martine Van den Broeck

Drukkerij: Drukkerij Bietlot

Verspreiding: Cel Publicaties

Verantwoordelijke uitgever: Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg

Wettelijk depot: D/2003/1205/..